

7 octobre 1982 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Entretien de M. François Mitterrand, Président de la République, avec les journalistes, à son arrivée à l'aéroport de Kinshasa (Zaire), jeudi 7 octobre 1982.

QUESTION.- Vous permettez, monsieur le Président, je voudrais vous poser une première question tout à fait banale. Quels sont, monsieur le Président, vos sentiments en arrivant pour la première fois en République du Zaire ?

- LE PRESIDENT.- Je n'y viens pas pour la première fois, mais pour la première fois dans mes fonctions de Président de la République française. Il s'agit d'un événement très important. Pour cette conférence des chefs d'Etat de France et d'Afrique le rendez-vous avait déjà été pris depuis deux ans. L'année dernière, les chefs d'Etat s'étaient réunis à Paris se substituant à Kinshasa et c'est bien normal que le tour de Kinshasa vienne enfin. Nous allons être très nombreux à débattre demain des intérêts de l'Afrique et des intérêts de l'Afrique dans le monde.

- Je suis heureux que la France soit en mesure de poursuivre la tâche qu'elle s'est assignée. Après une période passée de l'histoire qui reste, en effet, un moment important, des nouveaux liens ont été créés avec les pays d'Afrique et particulièrement avec les pays de l'Afrique francophone. Ces liens sont ceux de la dignité, de l'égalité dans le concert des nations, mais aussi ceux d'une intense coopération, d'un développement assuré que la France considère comme l'une des tâches primordiales des pays industrialisés pour notre époque. Certes, la France est bien seule pour répéter cette vérité fondamentale. Partout, et dans toutes les conférences internationales, elle se fait l'avocat de cette nouvelle relation entre les pays du Nord et les pays du Sud, si nécessaire dans l'intérêt des uns et dans l'intérêt des autres.

- Il est très important qu'à Kinshasa, aujourd'hui au Zaire, de nombreux responsables de l'Afrique se soient réunis. Je n'ai pas eu le temps puisque je débarque - c'est le cas de le dire - d'élargir mon horizon dans la nuit de mon arrivée sur un pays que je n'ai pas vu depuis de longues années, et je me garderai de porter une appréciation sur votre pays. Je n'en suis pas moins très heureux de me retrouver ici avec tous ceux qui font le présent et l'avenir de l'Afrique.

QUESTION.- Monsieur le Président, à la conférence des chefs d'Etat de France et d'Afrique ici à Kinshasa, il va, me semble-t-il, aborder les questions d'économie et aussi des questions politiques qui assaillent actuellement notre continent. Vous avez dit, monsieur le Président, que la France serait l'avocate des plus faibles, notamment les pays d'Afrique. Est-ce que vous n'avez pas finalement l'impression après une expérience d'une année, que vous criez dans le désert et que finalement la solidarité internationale de la part des autres n'a pas quelque chose de sentir aussi vivement, comme cela se passe chez nous ?

- LE PRESIDENT.- Je crois qu'il faut nuancer ma réponse. C'est vrai que dans les relations des pays industrialisés et des pays en voie de développement, il y a eu depuis déjà quelque temps comme un frein, un ralentissement de l'effort consenti. Je le regrette. Je pense que c'est à force de répéter que c'est une erreur grave que je finirai au nom de la France par être entendu. Mais oui il faut introduire des nuances, car il n'y a pas les mêmes freins partout : dans les grandes institutions internationales, aussi bien l'ONU que dans des institutions de type Banque mondiale ou Fonds monétaire international des concours sont assurés et, d'autre part, la France trouve un relais indiscutable dans la Communauté européenne des Dix `CEE`. Enfin, pour ce qui la concerne, la France qui ne peut prétendre se substituer à l'effort des autres continue de mettre en oeuvre des relations bilatérales de coopération très actives.

QUESTION.- Monsieur le Président, je crois que ceci sera tout à fait inévitable. Lors de la

QUESTION.- Monsieur le Président, je crois que ceci sera tout à fait inévitable. Lors de la conférence de Paris, on avait parlé de la question du Tchad, il se trouve comme par un malheureux hasard que cette question est encore d'actualité. Il y a aussi l'affaire du Sahara occidental, il y a, bref, la question de la division de l'Organisation de l'Unité Africaine. Vous avez eu l'occasion de vous exprimer sur l'une et l'autre question et est-ce que vous voulez bien, si vous voulez, nous trouvant à Kinshasa, nous dire votre sentiment, votre jugement personnel sur chacun de ces dossiers ?

- LE PRESIDENT.- Non, je ne le ferai pas maintenant. J'aurai l'occasion de m'exprimer comme le feront les autres chefs d'Etat pendant la conférence et je ne pense pas qu'il soit sage de donner en préambule ce qui pourrait être une conclusion. Il est certain ou du moins je le pense, car il n'y a pas d'ordre du jour précis sur ces choses, cette rencontre n'est pas une rencontre institutionnelle, c'est un dialogue ouvert et de bonne volonté qui se passe autour d'une table et où l'on parle de tous les problèmes qui nous intéressent. Nous parlerons donc vraisemblablement des problèmes dont vous venez de traiter à l'instant : Sahara Occidental, la crise de l'OUA, problème du Tchad, problème de la Namibie, d'autres encore. Je réserverai aux chefs d'Etat mes réflexions. Bien entendu, vous savez que ce qui tient à coeur à l'Afrique tient à coeur à la France et nous pensons que la voie de la conciliation, de l'arbitrage dans le respect de quelques principes simples pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, comme le droit à l'auto-détermination, doivent finalement servir à trancher les problèmes.\

QUESTION.- Monsieur le Président, il n'y a pas que des partisans de défenseurs de la conférence franco - africaine, des voix récentes se sont élevées pour considérer que la conférence qui va se tenir à Kinshasa, comme celles qui ont précédé, était une espèce de relais de l'impérialisme. Qu'est-ce que vous en dites ?

- LE PRESIDENT.- Je pense que s'il en était ainsi les chefs d'Etat, fiers de l'indépendance de leur peuple, n'y participeraient pas. C'est faire beaucoup d'injures à ces chefs d'Etat que d'imaginer qu'ils pourraient être complaisants en transigeant sur ce principe. D'autre part, je pense que ce sont des voix isolées, alors ne les commentons pas.

- QUESTION.- Monsieur le Président, est-ce que je puis vous demander en dernier lieu de nous parler un peu de vos rapports personnels entre le président de la République du Zaïre et vous-même, deux chefs d'Etat de deux pays très importants ?

- LE PRESIDENT.- Nous avons eu l'occasion de nous rencontrer après ma prise de fonctions lorsque précisément le sommet entre les chefs d'Etat de France et d'Afrique s'est tenu à Paris, alors qu'il était prévu à Kinshasa. Je dois dire que j'ai été sensible à l'obligeance du président Mobutu qui avait organisé ce rendez-vous et qui a parfaitement compris qu'un nouveau Président de la République française pouvait très justement souhaiter que cette première rencontre se tint dans son pays. C'est de cette façon que nous avons fait connaissance et nous sommes restés pendant trois journées à débattre ensemble. Par ailleurs nous avons eu des rencontres normales que deux chefs d'Etat doivent avoir lorsqu'ils ont des intérêts en commun et vous savez que les intérêts communs de la France et du Zaïre sont nombreux. Ils ont été créés par mes prédécesseurs. J'ai pour charge de les entretenir en y apportant, bien entendu, l'inflexion qui est propre à la politique que je conduis.\